

« Il y aurait une gloire à être la qui bloque le TTIP »

Pour le ministre-Président wallon, « ce n'est pas parce qu'on est petit qu'on doit avoir peur ». Le parlement wallon pourrait décider de bloquer l'adoption du Traité transtalantique.

Propos recueillis par Arnaud Lismond-Mertes (CSCE)

Paul Magnette (PS) vient de publier un livre intitulé *La gauche ne meurt jamais, du moins « tant qu'elle continue d'évoluer et de réfléchir »*, précise-t-il. Prenant acte de la « crise profonde » de la gauche, partout en Europe, il tente de déceler « les ressources qui rendront à la gauche l'ambition et la force de peser sur le cours des choses ». L'Europe tient une place particulière dans sa réflexion : « *La gauche doit aujourd'hui dépasser le cadre national obsolète pour se rebâtir à l'échelle du continent. Elle n'a pas de défi plus urgent, parce que la reconstruction de capacités de régulation conditionne toutes les politiques de redistribution et de solidarité qui sont au coeur de l'engagement de gauche.* » Mais une Europe sociale est-elle possible, ou s'agit-il d'un leurre ? Et si oui, comment y arriver ?

Ensemble ! : Dans votre dernier livre, vous écrivez « *L'Europe n'a pas toujours été la machine à mettre les travailleurs en concurrence, et à broyer*

permettre aux Européens de circuler, notamment entre le sud de l'Europe, qui avait à l'époque un excès de main d'œuvre, et le Nord, où il y avait une pénurie. Dans cette première phase de la construction européenne, le principe de liberté de circulation était accompagné d'une politique sociale pour faire converger les systèmes de protection sociale et arriver à construire un socle social européen. A la fin des années 1980, il y a eu un décrochage, cette volonté se perd. Quand, en 1985, le socialiste Jacques Delors propose l'Acte unique, en tant que président de la Commission européenne, il y a dans celui-ci un volet d'ouverture du marché unique mais il y a également un volet sur les droits sociaux. Cependant, le Conseil européen (1) va le suivre concernant le volet des libéralisations, mais il va bloquer l'adoption du volet social, en particulier sous l'action de Margaret Thatcher.

Une première asymétrie profonde s'est créée à ce moment-là, et une

de ce moment-là, il n'y a plus eu de politique d'accompagnement social au niveau européen, notamment lors du grand élargissement à l'Est.

Par exemple, sous le gouvernement Di Rupo, nous avons dû déposer plainte contre l'Allemagne quand nous avons découvert les conditions de travail dans ses abattoirs. Les porcs élevés en Belgique partaient la nuit en camion dans des abattoirs allemands, où ils étaient découpés pour un euro la pièce par des travailleurs roumains. Si c'est ça l'Europe, ça n'a aucun intérêt. Le travailleur roumain est complètement exploité. L'économie allemande gagne un peu, mais aux dépens des Belges, et les abattoirs belges – et donc l'emploi – disparaissent. Ça ne peut pas être le modèle de l'Europe. On doit contester cette manière-là de faire de l'Europe, qui broie tous les acquis sociaux par la mise en concurrence.

Il y a eu une rupture, mais le projet européen n'est pas un projet de droite par essence. C'est important que la

« On doit contester cette manière-là de faire de l'Europe, qui broie tous les acquis sociaux par la mise en concurrence. »

les acquis sociaux et les services publics qu'elle est devenue aujourd'hui. »

Vous posez là un constat très dur.

Comment en est-on arrivé-là ?

Paul Magnette : L'Europe n'est pas que ça, il ne faut pas la diaboliser. Elle a fait des choses formidables. Par exemple, en termes d'égalité entre les hommes et des femmes dans les contrats de travail, en matière d'économie et de conditions de travail ou en matière environnementale. Le point de départ de l'Europe, c'était de

deuxième avec le Traité de Maastricht. Lorsque l'on crée la monnaie unique, on le fait selon un dogme monétariste, sans union ni économique ni sociale. Or, si on a une monnaie unique et qu'on ne peut plus dévaluer, les seules variables d'ajustement des économies, dans un système qui est une union économique et un marché unique, c'est la fiscalité et le droit social. C'est là-dessus que les Etats vont jouer pour devenir plus compétitifs les uns que les autres. A partir

gauche n'abandonne pas le projet européen : c'est un très beau projet, elle doit l'investir. Il faut se

souvenir qu'entre 1951 et le début des années 1980, il y a eu de grands progrès sociaux grâce à l'Europe.

Les socialistes sont, avec les sociaux-démocrates, un des deux parents de cette Europe, dont vous constatez qu'elle broie les acquis sociaux...

Ils en sont les parents, également avec les libéraux. Mais quand les sociaux-démocrates étaient en position de force, dans les années 1950-1970, l'Europe a avancé sur deux jambes

petite Wallonie

et il y a eu une forte convergence sociale. La fin des charbonnages aurait été infiniment plus violente s'il n'y avait pas eu la CECA. Je ne sais pas comment les agriculteurs s'en seraient sortis sans la politique agricole commune... C'est seulement dans les années 1980 qu'il y a eu un basculement idéologique et où la gauche a été très perdante et minorisée un peu partout. La droite en a profité pour réformer les traités européens dans un sens beaucoup plus libéral.

Pourtant, lorsque le processus de Lisbonne (NDLR : mars 2000) a été lancé, les socialistes étaient largement dominants en Europe (2)...

Non, les socialistes étaient déjà très affaiblis à ce moment-là. Le seul moment où on a été dominants, c'est au moment du Traité d'Amsterdam (NDLR : le 1^{er} mai 1999), dans la fin des années 1990. Il y a eu une vague rose à ce moment-là. Et le Traité d'Amsterdam, c'est de loin le traité le plus social depuis le traité de Rome. Toutes les directives de libéralisations (énergie, transport aérien, ferroviaire...) ont été adoptées dans des rapports de forces défavorables à la gauche.

Vous pensez qu'il est aujourd'hui possible de faire changer l'Union européenne de l'intérieur ?

La question n'est pas de savoir si c'est possible, mais c'est de le vouloir. En politique, si vous ne voulez pas, vous laissez tomber et vous ne faites plus rien du tout. Sortir de l'Europe n'a pas de sens. Il faut voir quelles sont les alternatives. Sortir de l'Europe et devenir de petites nations, avec leurs monnaies nationales qui seront balayées par les flux financiers internationaux, ce n'est jamais une option que je défendrai. Ce n'est pas non plus, par exemple, le point de vue de Syriza et d'autres, qui partent du principe qu'il faut rester dans l'Europe, parce que c'est un formidable projet. Il faut changer l'Europe de l'intérieur, c'est la seule option que nous ayons.

Au Royaume-Uni, Jeremy Corbyn, le

nouveau leader du parti travailliste, semble avoir une opinion moins tranchée que vous sur ce sujet...

Mais le Royaume-Uni n'a jamais été vraiment à sa place dans l'Union européenne. Il faut le reconnaître, il a toujours été plutôt tourné vers le Commonwealth. Lorsque les Anglais viennent sur le continent, ils disent « Je vais en Europe ». Ils ne se sentent pas vraiment en Europe.

Considérer l'adhésion à l'Union européenne comme indiscutable, n'est-ce pas se condamner à l'impuissance et se limiter intellectuellement ?

C'est un choix politique. Je ne dis pas qu'il n'y en a pas d'autre, mais je ne partage pas le choix du retour à la voie nationale. Pour un petit pays de 11 millions d'habitants, dont l'économie est extrêmement ouverte, dans un monde très globalisé, revenir à l'autarcie est complètement insensé.

La voie nationale, ce n'est pas l'autarcie...

Il n'y a aucun exemple réussi de voie nationale. On n'imagine même pas ce que ça peut être. Tout d'un coup, vous renoncerez à tout l'acquis communautaire, au droit européen, ↗



Paul Magnette est l'auteur d'une thèse de doctorat sur la citoyenneté européenne et a publié une trentaine d'ouvrages. Professeur à l'ULB, il est actuellement Ministre-Président de la Région wallonne et bourgmestre de Charleroi. Il a notamment été président du PS de janvier 2013 à juillet 2014. Son dernier livre La gauche ne meurt jamais a été publié aux éditions Luc Pire.

⇒ vous fermeriez les frontières, mettriez des douanes...

Les Suisses ont refusé par référendum d'adhérer à l'Union européenne, ils ne s'en portent pas plus mal...

Ce n'est pas un modèle très progres-

que c'est une Europe technocratique, qui impose sa volonté de manière unilatérale, qui met un peuple sous tutelle et qui l'humilie ? C'est ce qui s'est passé. Ou bien, est-ce une vraie Europe de la solidarité qui va aider un peuple à se réformer, mais en mutualisant les dettes, en ayant des

« Pour un petit pays de 11 millions d'habitants, dont l'économie est extrêmement ouverte, dans un monde très globalisé, revenir à l'autarcie est complètement insensé. »

siste, c'est justement parce que c'est un pays très à droite, très conservateur qu'ils refusent. Pour eux, l'Europe c'est l'immigration.

Comment envisagez-vous de réaliser de l'intérieur des ruptures par rapport à l'UE telle qu'elle existe aujourd'hui ?

Il faut d'abord savoir ce qu'on veut faire. La gauche a un programme, élaboré par des sociaux-démocrates, des écologistes et différentes sensibilités de gauche sur lequel il y a un large accord. J'avais proposé en ce sens un « six pack de gauche », pour faire miroir avec le six pack de droite que la droite a malheureusement imposé à l'Union européenne. Cela comprenait une taxe sur les transactions financières européennes pour alimenter de grands programmes de renouvellement écologique de notre industrie, la révision de la directive sur le détachement des travailleurs, un programme fort de lutte contre la fraude fiscale, un impôt sur la fortune à l'échelle européenne, une mutualisation d'une partie des dettes, un salaire minimum européen... Il faut maintenant créer un rapport de forces qui soit favorable à la réalisation de mesures de ce type. Savoir ce qu'on veut, c'est très facile, la vraie difficulté politique, c'est de savoir comment on y arrive. Il faut mesurer les rapports de forces et voir où on peut trouver des alliés.

Par exemple, je pense que c'était très important de défendre Syriza – et j'ai été déçu par l'attitude de certains – et de défendre la Grèce sur la question du plan d'aide, parce que derrière la question du soutien au peuple grec, c'était un enjeu symbolique majeur pour l'identité de l'Europe. Est-ce

projets communs ? Il y eu a une volonté d'humilier les Grecs, d'humilier ceux qui pensent qu'on va pouvoir changer l'Europe. C'est pour cela que la gauche, dans toutes ses composantes, doit être solidaire de la Grèce dans un dossier comme celui-là.

Un autre exemple, c'est la mobilisation de la société civile. Il y a l'Initiative citoyenne européenne. On n'en parle pas beaucoup, mais c'est inscrit dans les traités. Il s'agit d'un mécanisme qui permet à un million de signataires européens d'obliger la Commission à examiner une demande. Pourquoi ne l'utilise-t-on pas plus ? Pourquoi le monde syndical européen ne dit pas « eh bien, on veut un salaire minimum en Europe » ? Laszlo Sandor, ancien commissaire européen au Travail (social-démocrate) avait déposé des propositions en ce sens à la Commission. Mais personne ne l'a soutenu. Si dans toute l'Europe les organisations syndicales font signer des pétitions disant : « On veut un salaire minimum en Europe et on veut que la Commission européenne soumette une proposition en ce sens au Conseil »... Ça ne va pas se faire en un tour de main, mais les pensions, les allocations de chômage, il a fallu également des décennies et des guerres pour les construire. Les acquis sociaux ne tombent pas du ciel, ils viennent de la lutte, dans la société civile et dans les institutions démocratiques.

La première revendication du « Six packs socialiste » que vous aviez présenté publiquement en tant que président du PS, le 29 mai 2013, était « d'inclure des normes sociales et environnementales élevées dans les accords de libre-échange entre l'Europe et d'autres pays ». Deux semaines

plus tard, Elio Di Rupo, alors Premier ministre PS, approuvait au sein du Conseil européen le mandat donné à la Commission européenne pour négocier le Traité transatlantique (TTIP), qui ne va pas vraiment dans ce sens. N'est-ce pas paradoxal ?

Elio Di Rupo ne représentait pas que lui-même, mais l'ensemble du gouvernement, au sein du Conseil européen, qui décide par consensus. Le premier combat qu'on doit mener, c'est au sein de la famille socialiste européenne. Ça ne vient pas naturellement. Sur le Traité transatlantique, le dernier mot n'est pas encore dit. Au parlement wallon, nous avons pris une position qui demande l'interruption des négociations aussi longtemps que l'on n'a pas réintroduit des clauses sociales et environnementales. Je vais rencontrer la commissaire européenne dans quelques jours et je le lui répéterai. On l'invitera à venir s'expliquer devant le Parlement. On a eu des auditions, avec une participation très forte de la société civile.

Sur une question majeure pour l'Europe comme le TTIP, le Premier ministre Di Rupo n'aurait-il pas dû bloquer l'adoption de ce mandat au sein du Conseil européen ?

Vous devez poser la question à Elio Di Rupo, mais au sein du Conseil européen, où il était très isolé politiquement, il n'avait de soutien que de François Hollande et de temps en temps de l'un ou l'autre, parce que la gauche est très affaiblie. Il a soulevé



des objections, mais avec les limites d'une instance où l'on est 28 et dont on ne peut pas tout seul empêcher la marche – surtout quand on est dans un Conseil européen, avec des mandats, à l'unanimité... La bonne nouvelle, avec le TTIP, est que ce sont des traités que nous considérons comme mixtes, et qu'ils devront être ratifiés

dans tous les parlements, en ce compris les parlements régionaux. Le parlement wallon – le petit parlement wallon, mais ce n'est pas parce qu'on est petit qu'on doit avoir peur – pourrait à lui tout seul dire : « Je rejette le TTIP » et de ce fait le Traité serait rejeté de façon globale.

Cela vous semble-t-il envisageable qu'*in fine*, le parlement wallon refuse de le ratifier, ce traité ?

Bien sûr ! Sinon, à quoi ça sert ? On n'a pas mis n'importe quelles conditions. Le libre-échange n'est pas une mauvaise chose, mais pour autant qu'il ne conduise pas à tirer vers le bas les normes sociales, environnementales et sanitaires. Nous contestons également le mécanisme d'arbitrage, qui privatise une partie de la justice internationale. Il s'agit pour nous de deux critères clés, à l'aune desquels on mesurera les résultats d'un éventuel accord.

Vous récusez l'idée que la petite Wallonie ne peut pas, à elle toute seule, décider de bloquer l'adoption du TTIP ?

Justement, il y aurait une gloire à être la petite Wallonie qui à elle toute seule bloque le TTIP !

L'Initiative citoyenne européenne n'est-elle pas un leurre ? Deux millions de citoyens ont apporté leur signature dans ce cadre, pour demander à la Commission de renégocier le TTIP. Mais la Commission a refusé de prendre cette demande en considération.

« Quand les gouvernements sont faibles et divisés, ce sont les pauvres qui le paient. »

Il faut continuer, il faut persévérer. Je pense que la Commission abuse dans son interprétation du traité. Ils ne peuvent pas éternellement gouverner contre les peuples. Ils sont bien obligés de tenir compte de l'opinion publique. C'est un nouveau mécanisme, il faut qu'il fasse ses preuves. Il faut aller devant la Cour de justice

européenne pour contester la décision. Cela fera jurisprudence.

Vous évoquez dans votre livre la nécessité pour la gauche de défendre des réformes institutionnelles de l'UE. A quoi songez-vous ?

La gauche doit réfléchir aux raisons pour lesquelles « ça coince ». C'est à mon avis notamment à cause du poids excessif du Conseil européen, qui travaille dans une opacité incroyable. Le Two-pack, le Six-Pack, le Traité intergouvernemental ont été adoptés avec un contrôle parlementaire tout à fait insuffisant. Le dialogue social n'a pratiquement plus aucun poids à l'échelle européenne. La manière dont les institutions sont organisées donne beaucoup trop de pouvoirs aux chefs de gouvernement, et quand ils sont majoritairement à droite, ça amène à des détricotages catastrophiques. Le Parlement est politiquement beaucoup plus équilibré que le Conseil européen. Il faut continuer à le renforcer, et il faut peut-être revoir la composition du Conseil européen. Il faut creuser cela en songeant à l'exemple américain. Pourquoi les Etats-Unis sont-ils un pays si conservateur politiquement ? Parce que la Constitution américaine rend les réformes de gauche pratiquement impossibles ! Regardez le combat inouï qu'Obama a dû mener pour sa réforme des soins de santé ! Et il n'a pu faire passer qu'un petit bout de ce qu'il avait proposé. On a, à gauche, un déficit de réflexion sur les institutions. J'aurais déjà exhortait la gauche à avoir sa propre doctrine sur la démocratie parlementaire et sociale. Si elle n'a pas ça, si elle est obsédée uniquement par le contenu, elle va défendre ce contenu, mais dans un contexte qui lui est hostile.

Le pouvoir de la Commission européenne n'est-il pas plus problématique que celui du Conseil, par exemple le fait qu'elle gère à elle toute seule la négociation des traités commerciaux comme le TTIP ?

Ça ne me dérange pas qu'il y ait une autorité politique qui décide, pourvu qu'elle rende des comptes. Quand les gouvernements sont faibles et divisés, ce sont les pauvres qui le paient. C'est important qu'il y ait une autorité, que la Commission européenne puisse faire plier Microsoft. Mais elle doit aussi rendre des comptes face aux parlementaires. Plus on a de pouvoirs, plus on doit rendre des



TRISTE BILAN SOCIALISTE

Depuis 2004, les gouvernements fédéraux ont détricoté des pans entiers de l'assurance chômage : contrôle renforcé des chômeurs, dégressivité des allocations, limitation dans le temps allocations d'insertion... N'est-ce pas un triste bilan pour les socialistes ?

Il n'y a rien de plus confortable et facile que d'être dans l'opposition. Être socialiste, c'est prendre des responsabilités, être dans des gouvernements où l'on est minoritaires, parfois c'est limiter la casse... Si vous faites un bilan en prenant seulement en compte tout ce qui est négatif et en disant « quel triste bilan », vous aboutissez forcément à cette conclusion. Il faut voir ce que les socialistes ont fait dans leur ensemble : la directive Renault, c'est Laurette Onkelinx, la dépénalisation de l'avortement, la fin de la peine de mort, le mariage entre les personnes de même sexe... ça venait de chez nous. A côté de ces avancées, il y a une liste de régressions que l'on n'a pas pu arrêter. Réduire le bilan des socialistes à ce que l'on n'a pas pu empêcher, ce n'est pas intellectuellement honnête. Par ailleurs, en matière de chômage, je n'aime pas qu'on mette tout dans le même sac. Les mesures sont de nature différente, et le degré de concessions qu'on a dû faire n'est pas le même sur chacune d'elles. Sur l'accompagnement, le problème est beaucoup plus la pratique du contrôle que le principe même d'un contrôle. L'idée que, lorsque l'on reçoit une allocation de chômage, on doit démontrer que soit on cherche un emploi, soit on se forme, n'est pas philosophiquement choquante, ou alors on bascule vers l'allocation universelle. Pour les allocations d'insertion, je l'ai dit quand j'étais président de parti, je considère que c'était une erreur, et que nous devons faire en sorte de retourner au gouvernement pour faire modifier cette mesure. Cette concession était une erreur, il faut le reconnaître et essayer de la corriger.

comptes. On ne sait faire autrement que d'avoir un seul négociateur. Pour avoir participé aux négociations climatiques, je peux vous dire que l'Europe est très faible quand elle négocie via le Conseil européen. Les Américains et les Chinois sont dix fois plus forts que nous. En soi, la Commission n'est pas un problème institutionnel, elle doit rendre des comptes, agir dans la transparence, mais elle doit évoluer vers un gouvernement parlementaire, c'est absolument indispensable. □

(1) Conseil européen : organe composé des chefs d'État des pays membres de l'UE définissant ses priorités politiques.

(2) Au moment du lancement du processus de Lisbonne, Lionel Jospin (PS) était Premier ministre en France, Tony Blair (Labour) était Premier ministre au RU, Schröder (SPD) était chancelier en Allemagne, D'Alema (PDS) était Premier ministre en Italie.